



Mairie de Claix

Place Hector Berlioz – 38640 Claix
04 76 98 15 36 – Fax 04 76 98 82 81
www.ville-claix.fr

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 06 AVRIL 2023 A 19H

PRESENTS : M. Christophe REVIL- Maire, Adjoints : Mme. MN. STRECKER ; M. P. ROUSSET ; Mme. B. BERTHON ; M. Y. PASDRMADJIAN ; Mme. S. ALPHONSE ; M. JL. BOUCHAUD ; Mme. S. IMBERT ;
Conseillers municipaux : M. M. PELLOUX PRAYER ; Mme. C. RANGOD ; M. J. TOMASINO ; Mme. M. BRUN ; Mme. M. TROUILLEAU ; M. R. DA SILVA ; M. R. KELLER ; Mme V. VERMAST ; Mme A. BOUCHET ; M. F. GIRARD ; Mme. A. CHIANTIA ; M. S. MOREL ; M. F. GUITTON ; M. D. CAIROLA ; Mme. I. COMTE DELPLACE ; M. L. MARTIGNAGO ; M. M. BRUN PICARD

ABSENTS :

POUVOIRS : Mme. J. GIRAUD à Mme. B. BERTHON ; Mme. M. MURIDI à Mme. S. ALPHONSE ; Mme L. FINET à Mme MN. STRECKER ; Mme. I. MOFFELEIN à MME I. COMTE DELPLACE. M. L. MARTIGNAGO à M. R. DA SILVA (à partir de la délibération N° DEL 36/2023)

Quorum (15): atteint (24 présents)

Désignation d'un secrétaire de séance : Madame Martine BRUN

DESTINATAIRES :

Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux.
Madame Christine ROCHA- Directrice Générale des Services.

OUVERTURE DE LA SEANCE : 19H03

Après le constat des conseillers municipaux et validation du quorum, Madame Martine BRUN est nommée par le conseil municipal en qualité de secrétaire de séance.

Christophe REVIL : nous avons le plaisir d'accueillir au sein de ce conseil municipal suite aux démissions de Madame Nathalie COTTE et de Monsieur Yann GUERIN (conseillers municipaux) Madame Isabelle MOFFELEIN et Monsieur Michel BRUN -PICARD à qui nous souhaitons la bienvenue.

Michel BRUN –PICARD : je souhaite travailler avec tous dans une ambiance apaisée.

CLOTURE DE LA SEANCE : 20H17

Date de publication : 12 juin 2023

1/Éléments administratifs

Procès-verbal du conseil municipal: du 22/02/2023. Voté : la majorité (29 votants) : 25 voix pour l'approbation du PV/ 04-voix contres du groupe « Claix avec vous »

Isabelle COMTE-DELPLACE : nous n'approuvons pas ce procès-verbal, estimant qu'il ne traduit pas les raisons pour lesquelles nous avons quitté le conseil. Il n'est pas fait mention du refus de nous donner la parole.

De plus je souhaite faire remarquer une incohérence concernant la délibération 30 qui selon la version qui est sur le site internet de la Mairie ne serait pas votée ...qu'en est-il ?

Concernant la délibération 25 au sujet de la subvention à l'OGEC nous ne comprenons pas le montant alloué.

Nous souhaitons également suite à la démission de Nathalie COTTE que les représentants des commissions obligatoires soient nommés.

Christophe REVIL : je vous rappelle que le procès-verbal a pour objet d'établir et de conserver la mémoire du déroulement et des décisions des séances. Il n'est pas question de retranscrire littéralement l'ensemble des propos. Le PV soumis au vote est très complet, conforme aux échanges.

En ce qui concerne votre remarque sur la délibération 30 nous vérifions.

Suite à la démission de Nathalie COTTE, lors du prochain conseil municipal conformément au CGCT nous procéderons à la nomination des représentants des commissions obligatoires.

Décisions du maire : prise dans le cadre de ses délégations, sont présentées.

Signature de document :

- Feuille de présence du Conseil Municipal du mercredi 06 avril 2023

ORDRE DU JOUR

| N° | OBJET | SERVICE / RAPPORTEUR |
|--|---|-------------------------|
| ELEMENTS ADMINISTRATIFS | | |
| 1 | Convocation conseil municipal | |
| 2 | Procès-Verbal du Conseil municipal, séance du 22 février 2023 | |
| 3 | Note de synthèse | |
| 4 | Sommaire des arrêtés et décisions du Maire pris entre le 16/02/2023 et le 29/03/2023 | |
| DIRECTION EDUCATION JEUNESSE | | |
| 5 | Conseil Municipal Jeunes – Modification du règlement intérieur | DEJ/AC |
| 6 | Conseil Municipal Jeunes – Projets 2023 | DEJ/AC |
| 7 | Participation financière de la commune à la SPL Vercors Restauration | DEJ/SA |
| RESSOURCES HUMAINES | | |
| 8 | Jobs Jeunes été 2023 | RH/BB |
| DIRECTION TECHNIQUE AMENAGEMENT ENVIRONNEMENT | | |
| 9 | Etude de l'aléa chute de blocs sur les falaises du bois du Perthuis – Demande de subvention au titre du Fonds Vert | DTAE/RDS |
| 10 | Bois du Perthuis - Prévention des risques d'incendies de forêt et de végétation – Demande de subvention au titre du Fonds Vert | DTAE/RK |
| 11 | Convention d'assistance à la gestion de l'Espace Naturel Sensible de la Colline de Comboire pour les années 2023 et 2024. | DTAE/YP |
| 12 | ENS Colline de Comboire – Demandes de subvention Fonds Vert et Région AURA pour le financement d'inventaires naturalistes | DTAE/YP |
| 13 | ENS Colline de Comboire – Avenant à la convention constitutive d'un groupement de commandes Claix-Seyssins pour la mise en œuvre des actions du premier plan de gestion | DTAE/YP |
| 14 | Demande de financement pour la chaudière gaz du péricolaire de l'école maternelle Jules Ferry (Claix centre) | DTAE/ JT |
| DIRECTION CULTURELLE | | |
| 15 | Modification des tarifs et des modalités de paiement de la régie de recettes | CULT/MNS |

spectacle

5/ Conseil Municipal Jeunes – Modification du règlement intérieur

Le Rapporteur EXPOSE

VU l'article L 2143-2 du Code des Collectivités Territoriales

VU la loi N°2017-86 « Egalité et Citoyenneté » du 27 janvier 2017

VU la délibération DEL 77/2021 du 23 septembre 2021 portant sur : « Création d'un Conseil Municipal Jeunes (CMJ) »

CONSIDERANT que le Conseil Municipal Jeunes est entré dans sa deuxième année de fonctionnement il convient de faire évoluer son règlement intérieur, portant à 3 ans la durée du mandat, au lieu de 2, afin d'intégrer les collégiens de 6^{ème}.

CONSIDERANT l'intégration de ce nouveau groupe de 6^{ème}, le nombre de jeunes élus passe de 14 à 18.

CONSIDERANT le besoin de modification de l'article 14 sur le comportement attendu des jeunes élus.

PROPOSE :

D'ADOPTER le nouveau règlement intérieur du Conseil Municipal Jeunes, portant à 3 ans la durée du mandat, au lieu de 2, afin d'intégrer les collégiens de 6^{ème}.

D'APPROUVER le passage de 14 à 18 jeunes élus.

D'APPROUVER la modification de l'article 14 sur le comportement attendu des jeunes élus.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

6/ Conseil Municipal Jeunes – Projets 2023

Le Rapporteur EXPOSE

VU l'article L 1112-23 du Code des Collectivités Territoriales

VU la loi N°2017-86 « Egalité et Citoyenneté » du 27 janvier 2017

VU la délibération DEL 77/2021 du 23 septembre 2021 portant sur : « Création d'un Conseil Municipal Jeunes (CMJ) »

CONSIDERANT que le Conseil Municipal Jeunes a présenté les projets « Jeux de cour », « Boite à livres » et « Arbre » lors de la séance du Conseil Municipal de ce jour du 6 avril 2023.

PROPOSE d'adopter ces projets, et d'autoriser l'installation de jeux de cour, de boites à livres dans les écoles publiques clairoises et la plantation d'un arbre fruitier dans le parc Pompidou.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Projet 1 ARBRES FRUITIERS :

Vanessa VERMAST : vous avez pensé à d'autres arbres avant d'arrêter votre choix ? comment cela s'est passé ?

Mino : Nous avons travaillé avec Cannelle du service jeunesse et Marc Duflaut sur service Espaces vert. Nous sommes allés sur place pour choisir le lieu.

Yannick PASDRMADJIAN : bravo pour ce projet ! Qu'est ce qui a défini le choix du lieu ?

Mino : c'est le seul terrain protégé détenu par la mairie et qui s'adaptait au projet.

Corinne RANGOD : vous avez opté pour un poirier mais de quelle forme ?

Mino : C'est le poirier Conférence

Projet 2 BOITES A LIVRES :

Jean Louis BOUCHAUD : comment seront alimentées ces boîtes à livres ?

Pauline : par les membres du CMJ et les écoliers. Nous avons aussi fait un courrier à la médiathèque pour avoir des dons de livres.

Jean Louis BOUCHAUD : et la population peut-elle participer ?

Annie CHIANTIA : pourquoi pas si livres répondent aux critères. Des mangas par exemple seraient les bienvenus.

Isabelle COMTE-DELPLACE : vous pouvez consulter sur place ou les amener à la maison ?

Pauline : c'est possible de lire sur place mais aussi de les amener chez nous

Yannick PASDRMADJIAN : combien avez-vous prévu de boîtes à livres ?

Pauline : une par école donc 3 boîtes à livres.

Corinne RANGOD : allez-vous couvrir les livres ? Ceux de la médiathèque sont protégés.

Annie CHIANTIA : Ce n'est pas prévu, nous allons démarrer puis nous verrons au fur et à mesure ?

Christophe REVIL : Ces boîtes à livres auront 4 ou 5 étagères ? quand seront-elles installées ?

Pauline : les boîtes ont 5 étagères. L'installation est prévue en Juin avec inauguration comme les bancs de l'amitié l'année dernière.

Projet 3 : LES JEUX DE COUR :

Martine Brun : ce projet est formidable et le budget vous l'avez ?

Nathan : le coût maximum est de 280 euros la malle et oui nous avons le budget pour ce projet.

Vanessa VERMAST: je souhaite vous féliciter pour la diversité des malles c'est une très bonne idée.

Annie CHIANTIA : je vous adresse mes félicitations au nom du conseil et un grand merci aux parents qui accompagnent leurs enfants.

Luc MARTIGNAGO : j'adresse mes remerciements aux enfants pour ces projets formidables. Je souhaite également remercier Monsieur le Maire d'avoir accepté qu'un membre de l'opposition apporte son savoir-faire auprès des enfants sur comment on prend une décision.

Christophe REVIL : laissez-moi vous dire combien je suis impressionné par vous et votre travail. Ces instances participatives comme d'autres au sein de la collectivité favorisent les projets citoyens :

La Démarche VADA avec ses ambassadeurs sous la houlette de Sandrine IMBERT

La mission jeunesse animée par Sylvie ALPHONSE et Annie CHIANTIA.

En très peu de temps, le CMJ a porté un premier projet, les bancs de l'amitié. Pouvez-vous nous dire si ces bancs sont utilisés ?

Les expressions des enfants :

Dans notre école le banc est utilisé comme un banc normal. Il sert pour discuter, il n'y a pas d'embrouilles

C'est très rare que des enfants soient seuls.

Cela fonctionne plutôt bien dans notre école. Lorsqu'un enfant est seul assis sur le banc on vient le chercher pour jouer au foot, c'est déjà arrivé.

Christophe REVIL : Bravo pour cette première initiative et cette année nous accueillons avec plaisir ces 3 nouveaux projets. Merci pour la présence à mes côtés à la résidence de personnes âgées ou nous avons partagé une galette. Vous êtes également présents lors des commémorations officielles et c'est important pour nous mais aussi très apprécié par les anciens combattants.

Je remercie les élus et les agents qui vous accompagnent Sabine et Cannelle
Merci aux parents qui font le taxi très régulièrement.

Départ de Luc MARTIGNAGO qui donne pouvoir à Raphaël DA SILVA

7/ Participation financière de la commune à la SPL Vercors Restauration

Le Rapporteur **EXPOSE**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1524-5 et R. 1524-3 et suivants,

VU la délibération du conseil municipal de la ville de Claix N° DEL 50 en date du 23 mai 2019 portant sur la participation de la ville de Claix au sein de la Société Publique Locale (SPL) Vercors Restauration,

CONSIDERANT que le conseil d'administration de la SPL Vercors Restauration du 13 décembre 2022 a proposé aux communes actionnaires la prise en charge des indemnités d'arriérés de salaire demandées par l'ancienne Directrice à hauteur de 100 000 euros en fonction d'une clé de répartition (10 % en fonction de la répartition du capital, 90 % en fonction du nombre de repas commandés annuellement).

PROPOSE que la commune de Claix participe à hauteur de 10 940 euros.

Modalités de vote : à l'unanimité (28 votants)

Madame Sylvie ALPHONSE, ne prend pas part au vote.

Dominique CAIROLA : j'ai une remarque que se passerait-il si certaines communes actionnaires ne votent pas cette clef de répartition?

Sylvie ALPHONSE : dans ce cas il faudra partir sur l'option d'augmenter les tarifs des repas de 17 centimes pour toutes les communes.

Isabelle COMTE-DELPLACE : sommes-nous dans les clous maintenant avec la nouvelle directrice ?

Sylvie ALPHONSE : l'ancienne directrice n'est plus là, elle est remplacée par une nouvelle directrice avec un contrat réglementaire.

8/ Jobs Jeunes été 2023

Le Rapporteur EXPOSE

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret 88-145 du 15 février 1988 modifié par le décret 2015-1912 du 29 décembre 2015,

CONSIDERANT la volonté de poursuivre la mise en place des emplois saisonniers durant l'été destinés aux jeunes de 16/17 ans,

CONSIDERANT que le recours à ces personnels contractuels est prévu au budget, des crédits nécessaires étant intégrés au chapitre 12,

CONSIDERANT que l'enveloppe dédiée correspond en 2023 à 14 postes à pourvoir durant 3 à 4 semaines sur des volumes allant du mi-temps au temps complet en fonction des missions confiées,

CONSIDERANT que ces emplois répondent à un besoin des services tout en donnant l'opportunité d'une première expérience professionnelle à des jeunes mineurs,

PROPOSE :

D'AUTORISER Monsieur le Maire au recrutement direct d'agents contractuels à titre saisonnier dans le cadre de « jobs jeunes » destinés aux 16/17 ans durant la période estivale,

DE FIXER la rémunération sur la base du 1^{er} échelon des grades de catégorie C de l'échelle C1,

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Dominique CAIROLA : quel est le montant global de salaire pour un mois par exemple ?

Béatrice BERTHON : cela varie en fonction du nombre de semaine travaillées, c'est payé au SMIC

Christophe REVIL : pour un mois complet le jeune perçoit 1500 euros nets.

9/ Etude de l'aléa chute de blocs sur les falaises du bois du Perthuis – Demande de subvention au titre du Fonds Vert

Le Rapporteur EXPOSE,

VU l'événement de chute de blocs constaté en novembre 2022,

VU les articles L.2212-2 5° et L.2212-4 du CGCT, mettant à la charge du Maire, titulaire des pouvoirs de police municipale, une obligation générale de prévention des accidents naturels et une obligation à prendre des mesures en cas de danger grave ou imminent,

VU la circulaire du 14 décembre 2022 concernant le déploiement du fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires « Fonds Verts ».

EXPOSE que suite au récent éboulement intervenu allée de la Chenaie, la commune a décidé de lancer une étude de l'aléa chute de blocs sur l'ensemble de la falaise du Bois du Perthuis compte tenu de l'exposition à cet aléa d'habitations, de jardins et de voiries attenantes.

Ce diagnostic déterminera la nature précise des aléas et la nature des risques pour les enjeux en aval. Il définira les actions de protection envisageables pour traiter les éventuels risques décelés.

Pour la réalisation de ce travail, la commune a déjà sollicité le soutien de l'Etat au titre du Fonds Barnier, dits « Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs », pour une participation financière à hauteur de 50% des frais d'étude.

Cette étude est également éligible au Fonds Vert sur l'axe 2 correspondant à « l'appui aux collectivités de montagne soumises à des risques émergents ».

Le plan de financement prévisionnel pour la réalisation de cette étude est le suivant :

| DEPENSES € HT | | RECETTES € HT | |
|---|--------|-------------------|--------|
| Diagnostic de l'aléa chute de blocs et propositions | 9 280€ | Fonds Barnier 50% | 4 640€ |
| | | Fonds Vert 30% | 2 784€ |
| | | Commune 20% | 1 856€ |
| TOTAL | 9 280€ | | 9 280€ |

CONSIDERANT la nécessité pour la commune de procéder de façon approfondie à l'étude de la zone exposée au risque de chute de blocs pour répondre à son obligation de prévention consécutive à la survenue d'un événement,

PROPOSE au Conseil Municipal :

De solliciter la Prefecture de l'Isere au titre du Fonds Vert pour l'obtention d'une aide financière de 30% soit 2 784€;

D'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toute démarche nécessaires à l'application de la délibération.

Modalités de vote : à l'unanimité (28 votants)

Monsieur Patrick ROUSSET, ne prend pas part au vote.

Dominique CAIROLA : c'est une étude dynamique mais cela consiste en quoi ?

Christophe REVIL : c'est un diagnostic confié au RTM sur le bois entier sur toute sa longueur

Raphaël DA SILVA : nous avons besoin de vérifier jusqu'au château ; avec le réchauffement climatique il faut vérifier plus dans le détail.

Christophe REVIL : nous sollicitons ce fonds vert mais comme vous le savez est peu doté.

10/ Bois du Perthuis - Prévention des risques d'incendies de forêt et de végétation – Demande de subvention au titre du Fonds Vert

VU l'arrêté préfectoral n°2013-02-0015 relatif à l'Obligation Légale de Débroussaillage dans le département de l'Isère.

Le Rapporteur EXPOSE que les feux majeurs de 2022 nous rappellent l'importance du risque d'incendie de forêt et de végétation qui s'intensifie avec le changement climatique. Pour prévenir ce danger, le débroussaillage est la meilleure des protections pour les personnes, les biens et la nature

environnante. C'est pourquoi, le débroussaillage à proximité de boisements urbains et périurbains est une obligation légale sur la commune de Claix, classée à risque.

Le bois du Perthuis est un réservoir de biodiversité vulnérable au risque incendie par la proximité immédiate de nombreuses habitations, infrastructures publiques et sentiers au contact de la forêt.

Pour limiter les risques sur ce secteur, la commune a prévu de créer des bandes coupe-feu et d'éliminer de buis morts très inflammables. Cette intervention sera organisée et planifiée de telle manière que les enjeux de biodiversité soient pris en considération.

Cette opération est éligible au Fonds Vert sur l'Axe 2 : *Prévention des risques d'incendies de forêt et de végétation* et la mesure A6 *Création de zones coupe-feu et débroussaillage initial*. La commune souhaite solliciter l'Etat pour l'obtention de l'aide financière la plus élevée possible, soit 80% des dépenses.

Le plan de financement prévisionnel pour la réalisation de cette opération est le suivant :

| DEPENSES € HT | | RECETTES € HT | |
|---|-------------|----------------|-------------|
| Prévention du risque incendie 2023-2024 sur le Perthuis : | 47 143.73 € | Fonds Vert 80% | 37 714.98 € |
| Création de bandes coupe-feu Débroussaillage initial | | Commune 20% | 9 428.75 € |

CONSIDERANT que Claix figure dans la liste des 37 communes soumises à l'Obligation Légale de Débroussaillage dans le département de l'Isère.

CONSIDERANT la notice de gestion différenciée du Bois du Perthuis, rédigée par la commune de Claix en juillet 2022, afin de concilier les enjeux risque incendie et biodiversité.

Le Rapporteur PROPOSE au Conseil Municipal :

- De solliciter le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et le Préfet de l'Isère au titre du Fonds Vert pour l'obtention d'une aide financière de 80%, soit 37 714.98 € HT ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches nécessaires à l'application de la délibération.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Dominique CAIROLA : qu'en est-il de la consultation, nous sommes assistés par qui l'ONF ?

Robert KELLER : nous avons consulté et les entreprises ont commencé depuis 15 jours la première phase de travaux.

Christophe REVIL : c'est bien le plan de gestion avec l'ONF qui nous a aidés dans ce projet.

Robert KELLER : l'arrêté date de 2013, il est laissé aux communes le soin de le mettre en application.

Isabelle COMTE-DELPLACE : il y a d'autres zones visées ?

Robert KELLER : il y a d'autres zones, nous avons eu un départ d'incendie l'an dernier au niveau du bois de Perthuis, ce lieu est central par rapport aux habitations à proximité.

11/ Convention d'assistance à la gestion de l'Espace Naturel Sensible de la Colline de Comboire pour les années 2023 et 2024.

VU la convention n°SPN - 2017 - 0007 du 20/09/2017 d'intégration du site de la Colline de Comboire (SLO08) sur les communes de Claix et Seyssins dans le réseau des Espaces Naturels Sensibles du Département de l'Isère.

VU la délibération DEL 07-2019 d'approbation du plan de gestion du site et du programme d'actions sur la période 2019-2023 adoptée par le conseil municipal de Claix du 7 février 2019.

VU la délibération DE-2019-SEDD-002 d'approbation du plan de gestion du site et du programme d'actions sur la période 2019-2023 adoptée par le conseil municipal de Seyssins du 11 février 2019 ;

Le Rapporteur **EXPOSE** au Conseil municipal que les communes de Claix et Seyssins ont créé depuis 2021 un partenariat avec le Conservatoire des Espaces Naturels Isère (CEN38).

Dans ce partenariat, l'association a pour rôle de faciliter la mise en œuvre d'une partie des actions du plan de gestion de l'ENS de la colline de Comboire sur les missions suivantes : assistance à maîtrise d'ouvrage, réalisation de travaux d'entretien, accompagnement des gestionnaires et des usagers de la colline de Comboire sur de nouvelles pratiques de gestion des milieux, etc.

Les deux communes gestionnaires souhaitent renouveler cette mission d'assistance pour les années 2023 et 2024 selon les termes de la convention annexée à la présente délibération.

Cette convention fixe les modalités d'intervention du CEN38 au cours d'une année civile.

La participation financière annuelle des deux communes s'élève à 6 200€ TTC, soit 3 658€ TTC à la charge de Claix (59%) et 2 542€ TTC à la charge de Seyssins (41%).

CONSIDERANT l'aide apportée annuellement par le Département de l'Isère pour financer auprès des deux communes cinq jours d'assistance du CEN38, ainsi que 20% des actions financées par Claix.

CONSIDERANT la demande faite par les deux communes auprès du Département de l'Isère pour obtenir la prolongation d'une année du plan de gestion 2019-2023, soit jusqu'à fin 2024, afin de finaliser la mise en œuvre des actions restant à accomplir.

Le Rapporteur **PROPOSE** :

D'APPROUVER les termes de la convention d'assistance à la gestion de l'Espace Naturel Sensible de la colline de Comboire pour les années 2023 et 2024 ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention et tous les actes afférents.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Isabelle COMTE-DELPLACE : pourquoi cette clef de répartition entre Claix et Seyssins ?

Yannick PASDRMADJIAN : le pourcentage est calculé en fonction du périmètre du territoire de l'ENS par commune.

12/ ENS Colline de Comboire – Demandes de subvention pour le financement d'inventaires sur les insectes pollinisateurs

Le Rapporteur EXPOSE,

VU le plan de gestion 2019-2023 de l'Espace Naturel Sensible de la Colline de Comboire.

EXPOSE que dans le cadre du 1^{er} plan de gestion 2019-2023 de l'Espace Naturel Sensible (ENS) intercommunal de la Colline de Comboire, deux inventaires naturalistes sont programmés afin d'améliorer les connaissances et préciser les opérations de gestion favorisant cette biodiversité, soit :

- Un inventaire des papillons (de jour et de nuit),
- Un inventaire des hyménoptères sauvages (abeilles, guêpes, fourmis).

Ces études seraient éligibles à deux dispositifs de co-financement :

- Le Fonds Vert au titre de l'axe 3 :
Accompagnement de la stratégie nationale biodiversité 2030 ;
- L'aide de la Région Auvergne Rhône Alpes
au titre des actions de sauvegarde d'espèces prioritaires.

Il est rappelé que les communes de Claix et Seyssins sont co-gestionnaires de l'ENS de la Colline de Comboire. Comme toute action du plan de gestion de l'ENS, les dépenses sont réparties comme suit : 59% pris en charge par la commune de Claix et 41% par la commune de Seyssins. Par conséquent, chacune des deux communes sollicitera de son côté les subventions correspondantes à la part des dépenses prises en charge.

Les montants des dépenses pour la réalisation des études sont les suivants :

| DEPENSES | COUT TOTAL € HT | Part revenant à Claix (59%) € HT |
|--|-----------------------|--|
| Inventaires des papillons (SE4 – plan de gestion) | 11 475.00 € | 6 770.25 € |
| Inventaire des hyménoptères sauvages (SE8 – plan de gestion) | 9 926.16 € | 5 856.43 € |

CONSIDERANT les enjeux forts de préservation des espèces prioritaires,

Le Rapporteur PROPOSE au Conseil Municipal :

De solliciter le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et le Préfet de l'Isère au titre du Fonds Vert pour l'obtention d'une aide financière ;

De solliciter la Région Auvergne Rhône Alpes pour l'obtention d'une aide financière ;

D'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toute démarche nécessaire à l'application de la délibération.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Christophe REVIL : le coût de ces inventaires est conséquent mais c'est important cela permettra d'avoir des données de base pour avoir des comparaisons dans le temps.

DC : qui fait cela ?

Yannick PASDRMADJIAN : des associations partenaires CEN, LPO, Gentiana, FNE

Ce sont là des inventaires compliqués à faire.

13/ ENS Colline de Comboire – Avenant à la convention constitutive d'un groupement de commandes Claix-Seyssins pour la mise en œuvre des actions du premier plan de gestion.

VU la convention n° SPN - 2017 – 0007 du 20/09/2017 d'intégration du site de la Colline de Comboire (SL008) sur les communes de Claix et Seyssins dans le réseau des Espaces Naturels Sensibles du Département de l'Isère.

VU la délibération DEL 64-2017 de constitution d'un groupement de commandes pour la mise en œuvre des actions transversales de l'Espace Naturel Sensible (ENS) de la colline de Comboire.

Le Rapporteur **EXPOSE** au conseil municipal que suite à la labellisation Espace Naturel Sensible du site de la Colline de Comboire, les communes de Claix et Seyssins se sont organisées en groupement de commandes pour assurer la mise en œuvre des actions inscrites au premier plan de gestion.

Les modalités d'organisation et de fonctionnement de ce groupement de commandes ont été formalisées dans une convention constitutive signée le 9 octobre 2017. La commune de Seyssins est

coordonnatrice du groupement durant le premier plan de gestion du site. La commune de Claix sera coordinatrice du groupement durant le prochain plan de gestion.

Pour le financement des actions, chaque commune engage la part lui revenant au prorata des surfaces de l'ENS se trouvant sur son territoire, soit 41% pour la commune de Seyssins et 59% pour la commune de Claix.

Dans certaines situations, l'une des deux communes peut être amenée à prendre en charge la totalité des dépenses liées à une action, en raison de contraintes de délais liées à la saisonnalité, de partenariat tiers, ou de modalités de préparation ou d'exécution budgétaires différentes entre les deux communes. Afin de prendre en compte financièrement ces réalités, un projet d'avenant à la convention constitutive du groupement de commandes a été rédigé et est annexé à la présente délibération. Il permettra à la commune ayant fait l'avance de trésorerie d'une action de refacturer à l'autre la part lui revenant

CONSIDERANT la nécessité de piloter à l'échelle intercommunale la gestion de l'ENS de la Colline de Comboire.

Le Rapporteur **PROPOSE** :

D'APPROUVER les termes de l'avenant à la convention constitutive d'un groupement de commandes pour la mise en œuvre des actions sur l'ENS de la Colline de Comboire, convention entre la commune de Claix et la commune de Seyssins ;

DE CONSTITUER une commission de groupement et de désigner Monsieur Christophe REVIL en tant que titulaire, Monsieur Yannick PASDRMADJIAN en tant que 1^{er} suppléant et Monsieur Robert KELLER en tant que 2^{ème} suppléant pour représenter la commune de Claix au sein de cette commission ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention et tous les actes afférents.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant à la convention et tous les actes afférents ;

CHARGE Monsieur le Maire de transmettre la présente délibération et l'avenant à Monsieur le Maire de Seyssins à Monsieur le Président du Département de l'Isère, et à Monsieur le Préfet de l'Isère.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Dominique CAIROLA : juste une remarque, je constate une fois de plus que nous ne sommes toujours pas dans les commissions !

14/ Demande de financement pour la chaudière gaz du périscolaire de l'école maternelle Jules Ferry (Claix centre)

VU la circulaire préfectorale du 15 mars 2023 relative à la Dotation de Soutien à l'investissement Local (DSIL) pour l'année 2023,

VU le plan de relance annoncé par le Président de la République et les règles de répartition 2023,

VU l'éligibilité des projets relatifs à la transition écologique et notamment la rénovation énergétique des bâtiments publics,

VU l'annexe 4 du pacte financier et fiscal de solidarité adopté par le conseil métropolitain le 18 novembre 2022 dédié aux transitions,

VU les objectifs communaux à l'occasion du Plan Climat Air Energie 2020 – 2030,

Le Rapporteur **EXPOSE** que la Commune de Claix s'engage dans une politique de sobriété énergétique, de maîtrise des consommations et des ressources.

A ce titre, est porté un projet de renouvellement de la chaudière gaz du périscolaire de l'école maternelle Jules Ferry.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de changer la chaudière du périscolaire de l'école maternelle Jules Ferry,

CONSIDERANT que la Commune de Claix peut solliciter des aides auprès de l'Etat et de la Métropole,

PROPOSE à ce titre de solliciter une subvention auprès de l'Etat au titre de la Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) ainsi qu'à la Métropole au titre du fonds de concours d'aide à l'investissement des communes dédié aux transitions selon le plan suivant :

| Financement | Montant € HT | Taux |
|---------------------------------|------------------|-------------|
| Etat (DSIL) | 9 990,76 | 40 % |
| Fonds de concours métropolitain | 7 493,07 | 30 % |
| Total des aides | 17 483,83 | 70 % |
| Autofinancement | 7 493,07 | 30 % |
| Coût total HT du projet | 24 976,90 | |

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Dominique CAIROLA : pourquoi le gaz et pas une pompe à chaleur ? avez-vous étudié cela ?

Joseph TOMASINO : nous avons plusieurs études mais l'option gaz a été retenue avec chaudière très performante.

Isabelle COMTE-DELPLACE : les autres solutions n'ont pas été retenues ?

Christophe REVIL : nous étudions avec attention les énergies nouvelles toutetois nous faisons face à des contraintes techniques fortes ne permettant pas d'installer une chaufferie bois par exemple. De plus le retour sur investissement n'est pas rapide et surtout très coûteux.

15/ Modification des tarifs et des modalités de paiement de la régie de recettes spectacle

Le Rapporteur **EXPOSE**

VU la mise en place de la programmation culturelle dans l'établissement culturel Le Déclif,

VU la mise en place de la régie de recettes permettant l'encaissement des droits d'entrée aux manifestations programmées dans le cadre de la saison artistique,

CONSIDERANT que l'augmentation des tarifs des spectacles vise à répondre à la nécessaire recherche de financement pour garantir l'offre de service public sans avoir à faire peser un poids trop lourd sur les contribuables locaux,

CONSIDERANT que cette augmentation se veut progressive, grâce à une modulation qui prend en compte les différentes typologies des usagers concernés,

PROPOSE au Conseil municipal :

• De maintenir la mise en place par arrêté d'une tarification spécifique dans les cas suivants :

..... L'organisation d'événements particuliers, identifiés et intégrés à la programmation culturelle de type projets amateur, semi-professionnel, participatif, scolaire, humanitaire, contrat de coréalisation avec partage de la recette, convention de sortie de résidence ;

- Dans le cadre de conventions de partenariat entre la Ville de Claix et d'autres structures (institutions, salles de spectacles, festivals) visant le co-accueil de manifestations culturelles, afin d'harmoniser les tarifs entre partenaires.
- De poursuivre les modes de règlement autorisés dans le cadre de la régie de recettes spectacle pour le paiement des billets comme ci-après :
 - Espèces,
 - Chèques à l'ordre du Trésor public,
 - Carte bancaire,
 - « Pass région » de la Région Auvergne Rhône Alpes,
 - « Pass Culture » porté par le ministère de la Culture
 - Paiement par virement administratif après émission d'un titre de recettes ;
- De poursuivre la majoration tarifaire effectuée dans le cadre de la réservation et du paiement en ligne par le biais du logiciel de billetterie. Cette majoration sera indexée sur le coût du montant de la commission facturée par le prestataire. Soit une augmentation actuelle de 0,50€ par billet.
- De donner mandat à des centrales de réservations de billets en ligne pour augmenter la visibilité de certains spectacles, diversifier les points de locations et les modalités de réservation pour les usagers. Dans ce cadre, Les tarifs des billets proposés peuvent être augmentés du montant de la commission prise par le prestataire.
- D'autoriser, pour les spectacles se déroulant à la salle des fêtes du Bourg et les spectacles programmés hors les murs, la décentralisation de la billetterie sur site, par les agents habilités dans le cadre de la régie de recettes spectacle
- D'autoriser, le remboursement des billets des spectacles annulés par décision de l'organisateur, au motif qu'il y a une impossibilité de réaliser la prestation telle qu'elle a été vendue (ex. indisponibilité de l'artiste, conditions de sécurité, problèmes d'ordre technique, contexte de crise sanitaire ...). Pour des raisons de technique comptable et en accord avec le Comptable Public, les remboursements seront effectués par la régie d'avances culture.
- De modifier les tarifs de la billetterie spectacle à compter du 21 août 2023 comme indiqué dans le document annexé à la présente délibération.

PROPOSE au Conseil municipal d'approuver ces dispositions.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Date du prochain Conseil Municipal le 9 Juin 2023 (imposée pour motif Élection des délégués pour les sénatoriales).

Le secrétaire de séance

Martine BRUN

Le Maire

Christophe REVIL

